

Accord paritaire du 19 janvier 2026

relatif aux salaires au 1^{er} janvier 2026
(Bretagne Ouest-Atlantique)

NOR : ASET2650247M

IDCC : 1396

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SFAC Bretagne Ouest-Atlantique,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SA CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Grille des minima

L'évolution des salaires minima pour l'année 2026 se fera en une seule augmentation qui interviendra le 1^{er} janvier 2026, selon le barème ci-après :

Barème des minima applicables au 1^{er} janvier 2026

Taux horaire × 151,67 heures.

(En euros.)

| | Coefficients | Taux horaires bruts | Rémunération mensuelle brute |
|------------|--------------|---------------------|------------------------------|
| Niveau I | 120 | 12,07 | 1 830,66 |
| | 125 | 12,18 | 1 847,34 |
| | 135 | 12,25 | 1 857,96 |
| Niveau II | 145 | 12,33 | 1 870,09 |
| | 155 | 12,53 | 1 900,43 |
| | 165 | 12,74 | 1 932,28 |
| Niveau III | 175 | 13,01 | 1 973,23 |
| | 185 | 13,32 | 2 020,24 |
| | 195 | 13,88 | 2 105,18 |

Article 2 | Contrepartie aux opérations d'habillement et de déshabillage

Aux termes des dispositions de l'article L. 3121-3 du code du travail, les salariés assujettis au port d'une tenue de travail spécifique doivent pouvoir bénéficier d'une contrepartie soit sous forme de repos, soit financière.

Le présent accord revalorise à compter du 1^{er} janvier 2026 la contrepartie financière forfaitaire à 218 € bruts annuels.

Cette contrepartie sera calculée au prorata du temps de travail effectif de chaque intéressé dans le cadre de la durée annuelle de travail en vigueur dans l'entreprise.

La présente contrepartie ne se cumule pas avec toute autre disposition ayant le même objet, instituée soit dans le cadre d'un accord d'entreprise, d'un accord d'établissement, ou par le biais d'un contrat de travail, et ce quelle qu'en soit la forme (repos ou financière) à condition toutefois que les dispositions retenues prévoient une contrepartie au moins égale au montant minimum forfaitaire ci-dessus.

Article 3 | Formalités de dépôt. Publicité

Le texte du présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion (Quimper) et aux services centraux du ministère chargé du travail (en 2 exemplaires – une version sur support papier et une version dématérialisée), conformément aux dispositions du code du travail.

Fait à Quimper, le 19 janvier 2026.

(Suivent les signatures.)